

**GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT  
D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)**



**TEXTE DU COMMUNIQUE PUBLIE A L'ISSUE DE LA SESSION INTERACTIVE  
ORGANISEE A L'INTENTION DES RESPONSABLES DES MEDIAS EN AFRIQUE DE  
L'OUEST PAR LE GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE  
BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA), DU 11 AU 12 JUILLET  
2013 AU KING FAHD PALACE, DAKAR, SÉNÉGAL**

**1.0 Introduction**

Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) a organisé une session interactive pour les responsables des médias en Afrique de l'Ouest à l'Hôtel King Fahd Palace, Dakar, Sénégal du 11 au 12 Juillet 2013.

**2.0 Objectifs de la session**

Les objectifs de la session interactive étaient de sensibiliser les professionnels des médias et de les informer sur les initiatives régionales en matière de LBC/FT, d'aider les professionnels des médias à la production de rapports d'enquête sur les questions de LBC / FT, tout en évitant les risques liés à la pratique; d'améliorer la mise en réseau et le partenariat entre le GIABA et d'autres parties prenantes dans les efforts de LBC / FT déployés au niveau de la région et de fournir des documents et de matériaux de recherche pour aider les journalistes dans leurs reportages.

**3.0 Ouverture**

La session interactive a été déclarée ouverte par le Directeur Général du GIABA, Dr Abdullahi Shehu, qui a livré une conférence de presse où les journalistes ont posé des questions concernant les efforts du GIABA en matière de LBC / FT dans les états d'Afrique de l'Ouest. Ont participé à cette session d'information à l'intention des ambassadeurs de la CEDEAO : le Directeur Général du GIABA, le représentant régional de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD) et l'Ambassadeur de la Sierra Leone.

**4.0 Participation**

Un total de 29 participants venant de tous les 15 Etats membres de la CEDEAO, couvrant les médias écrits, électroniques et en ligne, y compris des médias de service public et des organisations de médias privés ont participé à la session interactive.

## **5.0 Principaux thèmes et méthodologie de livraison**

Les thèmes des présentations faites lors du séminaire ont porté sur: le mandat, le rôle et les activités du GIABA; la collecte d'informations et la protection des sources; les Recommandations révisées du GAFI et le rôle des médias ; et enfin le rôle des journalistes dans la lutte contre le financement du terrorisme. Les séances ont été animées par des experts venus de la sous-région et des rangs du GIABA à travers une combinaison de méthodes, notamment les discussions en séance plénière, les présentations et les partages d'expériences pratiques.

## **6.0 Observations et recommandations**

### **a. Observations**

Les principales observations formulées à l'issue du séminaire de 2 jours sont les suivantes:

- Les journalistes sont toujours exposés à un risque important lorsqu'ils veulent couvrir des activités connexes à la criminalité ou à certaines formes d'impunité ;
- La communication en soi ne suffit pas pour résoudre le problème du BC/FT ;
- L'absence de couverture d'assurance pour les journalistes et d'autres incitations entravent la portée de leurs enquêtes sur la criminalité économique et financière et autres crimes connexes ;
- Certains médias ne sont pas prêts à engager les ressources financières et le temps nécessaires pour permettre aux journalistes de mener des enquêtes ;

### **b. Recommandations**

Les participants recommandent que :

1. le GIABA continue de former toutes les couches de la société: les juristes, les médias, la société civile et les magistrats, tout en soulignant les questions transversales lors de ces réunions de sorte que ces professionnels puissent collaborer dans leurs divers efforts de LBC / FT;
2. les journalistes aient un droit à l'information en vertu de la Loi sur la liberté de l'information, et qu'ils puissent exploiter ceci pour accéder à l'information, dans les pays où ce droit est reconnu ;
3. les journalistes puissent disposer de diverses sources d'information sur un sujet ;
4. les journalistes puissent accéder aux documents publics et aux informations officielles du gouvernement, par exemple les arrêts de tribunaux, les réglementations, les documents de constitution des sociétés, les décisions de justice, les budgets, etc.;
5. les journalistes puissent accéder aux documents primaires, et pas seulement aux interprétations de ces documents;
6. les journalistes puissent développer des relations personnelles avec les sources potentielles.
7. les journalistes puissent utiliser les nouvelles technologies de la communication (TIC) pour obtenir des sources, les documents et s'assurer que de telles informations sont vérifiées à travers des recoupements ;
8. les journalistes puissent retracer l'infraction de blanchiment d'argent à l'infraction sous-jacente commise;
9. les journalistes puissent équilibrer leurs informations en entendant la version d'une personne mise en cause ;

10. les journalistes puissent recouper des informations avec les services de sécurité et ensuite signaler les problèmes en s'appuyant sur les enquêtes des agences de sécurité, car ce faisant, ils jouissent d'un certain niveau de protection;
11. que les journalistes puissent plaider pour la Loi sur la liberté d'information dans leurs pays au cas où une telle législation n'existerait pas ;
12. les journalistes travaillent au sein d'un réseau qui les protège contre les abus, par exemple le Réseau des journalistes spécialisés dans la LBC / FT, qui collabore avec le GIABA;
13. les journalistes se tiennent informés des questions de LBC/FT, des recommandations du GAFI, et qu'ils aient une connaissance approfondie des infractions sous-jacentes afin de déployer les efforts requis dans la lutte contre ces dernières.
14. le GIABA, à l'occasion d'autres fora avec les journalistes, discutent des moyens d'élaborer des textes juridiques sur la liberté d'information afin que les journalistes soient en mesure de parrainer des propositions de loi en faveur de parties privées dans leurs législations respectives ;
15. le GIABA fournisse des informations sur ses activités de manière régulière au réseau des journalistes.

## **7.0 Conclusion**

Nous, les participants, tenons à exprimer notre sincère gratitude à la direction et au personnel du GIABA pour l'importante initiative d'organiser un programme dédié au renforcement des capacités des professionnels des médias à lutter contre la menace du blanchiment de capitaux et d'autres délits financiers.

Nous croyons que si les questions soulevées dans ce communiqué sont prises au sérieux par tous les gouvernements de la sous-région, les perspectives de réduire les vulnérabilités de la région à ce fléau seront renforcées.

**Fait à Dakar, le 12 juillet 2013**